

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 330**28 février 2002****SOMMAIRE**

A.A.M.FIN. S.A., Luxembourg	15798	Eurocharter S.A., Luxembourg	15797
A.G.P. Lux S.A.	15797	Eurovoitures, S.à r.l.	15801
Aggior S.A., Luxembourg	15809	Fiduciare Finance & Marine, S.à r.l., Junglinster ..	15816
Aggior S.A., Luxembourg	15809	Fiduciare Finance & Marine, S.à r.l., Junglinster ..	15817
Alixan S.A.H., Luxembourg	15808	Fiduciare, S.à r.l., Junglinster	15825
Alixan S.A.H., Luxembourg	15808	Fidux S.A., Luxembourg	15806
Altamira S.A.H., Luxembourg	15795	Fidux S.A., Luxembourg	15806
Altamira S.A.H., Luxembourg	15796	FJC Immobilière S.A., Luxembourg	15803
Altenberg S.A., Luxembourg	15840	Flor Info S.A., Pétange	15797
Altenberg S.A., Luxembourg	15840	Fly Fishing Club Luxembourg, A.s.b.l., Düdelingen	15838
Anker S.A., Luxembourg	15797	(La) Gironde S.C.I., Luxembourg	15801
Anona S.A., Luxembourg	15799	H 96 Holding S.A., Luxembourg	15798
(L') Aquitaine S.C.I., Luxembourg	15802	H 96 Holding S.A., Luxembourg	15798
B.O.L. Lux S.A., Luxembourg	15802	I.F.G. 1 S.A., Luxembourg	15806
Beverly Hills Club, S.à r.l., Luxembourg	15808	Imalpa Holding S.A., Luxembourg	15799
Bogen Holding S.A., Luxembourg	15797	Intertransit, S.à r.l.	15800
(La) Bourgogne S.C.I., Luxembourg	15802	Italian Language School (I.L.S.) S.A., Luxembourg	15798
Bralux S.A.H., Luxembourg	15840	Le Caré Holding S.A., Luxembourg	15803
Brickedge Holding S.A., Luxembourg	15805	Le Caré Holding S.A., Luxembourg	15803
Brickedge Holding S.A., Luxembourg	15805	Lombard Fund Services, S.à r.l., Luxembourg ...	15805
CARPINTEX, Carpets and International Textiles		Lombard Media, S.à r.l., Luxembourg	15803
S.A.H., Luxembourg	15818	LTD, Lux Trade Development S.A., Luxembourg	15794
CARPINTEX, Carpets and International Textiles		LTD, Lux Trade Development S.A., Luxembourg	15794
S.A.H., Luxembourg	15820	Luxottica Luxembourg S.A., Luxembourg	15820
Cafco Luxembourg, S.à r.l., Foetz	15804	Netania S.A.H., Luxembourg	15807
Cafco Luxembourg, S.à r.l., Foetz	15804	Netania S.A.H., Luxembourg	15807
Cafco Luxembourg, S.à r.l., Foetz	15804	Pepe Pax Design, S.à r.l., Luxembourg	15803
Café Bei Ons, S.à r.l., Luxembourg	15801	ProLogis Poland XIII, S.à r.l., Luxembourg	15812
Carrefour Lux S.C.A., Luxembourg	15800	ProLogis UK LXXV, S.à r.l., Luxembourg	15821
Carrefour Lux, S.à r.l., Luxembourg	15808	Raiba Finance S.A.H., Luxembourg	15804
Chemie Faser S.A.H., Luxembourg	15840	SINFINA, Société Internationale de Financement	
Cherrywood S.A., Luxembourg	15795	S.A.H., Luxembourg	15807
Cherrywood S.A., Luxembourg	15795	SINFINA, Société Internationale de Financement	
CommsCo Finance S.A. Luxembourg, Luxem-		S.A.H., Luxembourg	15807
bourg	15829	Sinergy Holding S.A., Luxembourg	15798
Compage Gruppo Mediobanca Sicav, Luxem-		Société Holding pour le Financement Immobilier	
bourg	15837	S.A., Luxembourg	15800
Compage Gruppo Mediobanca Sicav, Luxem-		Sogecom S.A., Luxembourg	15799
bourg	15837	Sogecom S.A., Luxembourg	15799
Conquest Investments S.A.H., Luxembourg	15811	Stor2B S.A. BeNeLux, Luxembourg	15795
Conquest Investments S.A.H., Luxembourg	15811	Turnkey Middle East S.A., Luxembourg	15818
D.M. Immobilier SCI, Pétange	15809	Vingt Avril, S.à r.l., Luxembourg	15801
Espada S.A., Kockelscheuer	15800	Wine Trade International S.A., Luxembourg ...	15825
Estates International Holding S.A.H.	15805	Woodcut S.A., Luxembourg	15805

LTD, LUX TRADE DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2565 Luxembourg, 6, rue de Salm.

R. C. Luxembourg B 74.437.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 2001, vol. 559, fol. 39, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R. Michels

Administrateur

(69729/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LTD, LUX TRADE DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2565 Luxembourg, 6, rue de Salm.

R. C. Luxembourg B 74.437.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 2 mai 2001 à 18.00 heures

Le 2 mai 2001 à dix-huit heures, au siège administratif de la société à Luxembourg, rue de Salm 6, s'est réunie l'assemblée générale ordinaire des associés de la société, sous la présidence de Monsieur Christian Greiveldinger.

Sont ici présents ou représentés, les associés dont les noms, prénoms, profession et domicile, ainsi que le nombre des parts sociales que chacun détient, sont repris ci-dessous:

Monsieur Christian Greiveldinger, employé privé, demeurant à L-4480 Belvaux, 31, Chemin Rouge, propriétaire de 5 parts,

Monsieur Robert Michels, employé privé, demeurant à L-2565 Luxembourg, 6, rue de Salm, propriétaire de 5 parts,

Monsieur André Richardy, employé privé, demeurant à L-3733 Rumelange, 4, Cité Kirchberg, propriétaire de 5 parts,

La société de droit des Bahamas ROCHAN Ltd, ayant son siège social à Nassau (Bahamas), Montague Centre, East Bay Street, P.O. Box N-3720, propriétaire de 54 parts, ici représenté par Monsieur Robert Michels, qualifié ci-dessus, en vertu d'une procuration sous seing privé et annexée aux présentes.

L'assemblée, constatant que l'intégralité du capital est présente ou représentée, se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le Président invite Monsieur André Richardy à remplir la fonction de secrétaire et Monsieur Robert Michels à remplir la fonction de scrutateur.

Le bureau ayant été ainsi constitué, l'assemblée aborde l'ordre du jour.

1. Le secrétaire donne lecture du rapport de gestion. L'assemblée déplore la non-réalisation de certains projets et approuve la prise de participation minoritaire dans la société EUROPEAN CORPORATE SERVICES S.A. Le rapport est approuvé par l'assemblée.

2. L'assemblée aborde l'examen des comptes annuels de l'exercice et du rapport du commissaire aux comptes. Des explications concernant les moins-values sur les placements des excédents de trésoreries sont données. Le rapport du commissaire aux comptes confirme la concordance des comptes annuels avec la comptabilité et du rapport de gestion avec les comptes annuels. A l'unanimité l'assemblée approuve les comptes annuels et le report à l'exercice suivant de la perte de l'exercice. Aucun dividende ne sera attribué et la réserve légale ne sera pas approvisionnée.

3. Conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide expressément la continuation de l'activité de la société.

4. L'assemblée, par vote spécial, donne décharge aux administrateurs.

5. L'assemblée donne décharge au commissaire aux comptes. Elle remercie la société fiduciaire FISOGEST S.A. pour les services rendus pendant l'exercice écoulé.

6. L'assemblée décide, à l'unanimité, de transférer le siège social de la société au 6, rue de Salm à L-2565 Luxembourg rétroactivement au 1^{er} janvier 2001.

7. L'assemblée décide, à l'unanimité, de révoquer le mandat de FISOGEST S.A. au poste de commissaire aux comptes.

8. L'assemblée décide, à l'unanimité, de nommer Marc Rauchs, demeurant à L-8055 Bertrange, 65, rue de Dippach, au poste de commissaire aux comptes pour l'exercice social 2001.

9. Concernant l'évolution future de la société, l'assemblée note avec satisfaction les plans de développement et de diversification de la Direction. Ceux-ci sont approuvés à l'unanimité.

Toutes les résolutions qui précèdent sont adoptées par les associés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix-neuf heures trente, après lecture et approbation du présent procès-verbal.

Les membres du bureau

C. Greiveldinger / A. Richardy / R. Michels

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 2001, vol. 559, fol. 39, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69730/000/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CHERRYWOOD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 89, rue d'Eisch.
R. C. Luxembourg B 69.985.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 71, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(69731/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CHERRYWOOD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 89, rue d'Eisch.
R. C. Luxembourg B 69.985.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 5 juillet 2001 que l'assemblée a confirmé le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Daniel Fix.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 71, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69733/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Stor2B S.A. BeNeLux, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 51, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 84.155.

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 8 octobre 2001

Il résulte des résolutions prises que Monsieur Azzedine Kettani a été nommé administrateur-délégué de la société conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire consécutive à la constitution de la société et aura tous pouvoirs pour représenter la société en toute circonstance suivant l'article 9 des statuts par sa seule signature.

Fait à Luxembourg, le 8 octobre 2001.

M. Kettani / A. Kettani / G. Harrak

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2001, vol. 559, fol. 47, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69732/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ALTAMIRA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 51.715.

L'an deux mille un, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding ALTAMIRA S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 51.715, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 30 juin 1995, publié au Mémorial C, Recueil, numéro 503 du 3 octobre 1995 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte sous seing privé du 22 novembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil, numéro 856 du 8 octobre 2001.

L'Assemblée est ouverte à huit heures trente sous la présidence de Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern,

qui désigne comme secrétaire Madame Manuela Bosquée-Mausen, employée privée, demeurant à B-Arlon.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant à Strasbourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation du capital social par incorporation de bénéfices reportés, avec effet au 1^{er} janvier 2001, à concurrence de EUR 77.000,- (soixante-dix-sept mille euros) en vue de le porter de EUR 9.548.000,- (neuf millions cinq cent quarante-huit mille euros) à EUR 9.625.000,- (neuf millions six cent vingt-cinq mille euros) sans émission d'actions nouvelles mais par augmentation de la valeur nominale des actions existantes, afin de le porter de EUR 24,80 (vingt-quatre

euros quatre-vingts cents) à EUR 25,- (vingt-cinq euros) par action, chaque actionnaire souscrivant proportionnellement au nombre d'actions qu'il détient.

2. Modification du 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital souscrit est fixé à EUR 9.625.000,- (neuf millions six cent vingt-cinq mille euros), représenté par 385.000 (trois cent quatre-vingt-cinq mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.»

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter, avec effet au 1^{er} janvier 2001, le capital social à concurrence de soixante-dix-sept mille euros (77.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de neuf millions cinq cent quarante-huit mille euros (9.548.000,- EUR) à neuf millions six cent vingt-cinq mille euros (9.625.000,- EUR), sans émission d'actions nouvelles, par incorporation au capital du montant de soixante-dix-sept mille euros (77.000,- EUR) prélevé sur les résultats reportés. La valeur nominale des actions est ainsi augmentée de vingt-quatre euros quatre-vingts cents (24,80 EUR) à vingt-cinq euros (25,- EUR).

Il est justifié au notaire soussigné de l'existence d'un tel poste «résultats reportés» par le bilan de la société au 31 décembre 2000, qui restera annexé aux présentes.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital souscrit est fixé à EUR 9.625.000,- (neuf millions six cent vingt-cinq mille euros), représenté par 385.000 (trois cent quatre-vingt-cinq mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.»

Evaluation des frais

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, approximativement à la somme de 50.000,- LUF.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Seil, M. Bosquée-Mausen, P. Lentz, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2001, vol. 132S, fol. 27, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

F. Baden

Notaire

(69850/200/73) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ALTAMIRA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 51.715.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden

Notaire

(69851/200/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

BOGEN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 70.210.

—
Le bilan au 30 juin 2001, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2001, vol. 559, fol. 57, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

BOGEN HOLDING S.A.

Signatures

(69735/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ANKER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 33, rue Albert 1er.
R. C. Luxembourg B 70.209.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ANKER S.A.

Signatures

(69736/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

A.G.P. LUX S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 58.191.

—
En date du jeudi 18 octobre 2001, les administrateurs de la S.A. LUXAGEM, réunis en conseil d'administration prennent la décision de dénoncer le siège social de A.G.P. LUX S.A. A dater de l'enregistrement de la présente décision et de sa publication au Mémorial, la société A.G.P. LUX S.A. n'a plus son siège social au 2, rue de l'Hôtel de Ville à L-4782 Pétange.

A.-F. Marchand / J.-Y. Marchand / N. Quoirin

Administrateurs de LUXAGEM S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 71, case 6. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69737/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

EUROCHARTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 36.834.

—
Le bilan au 31 octobre 2000, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

EUROCHARTER S.A.

Signatures

(69738/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FLOR INFO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4782 Pétange, 2, rue de l'Hôtel de Ville.
R. C. Luxembourg B 68.611.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 71, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Petit.

(69746/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ITALIAN LANGUAGE SCHOOL (I.L.S.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 67.602.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ITALIAN LANGUAGE SCHOOL (I.L.S.) S.A.

Signatures

(69739/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

SINERGY HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 76.075.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

SINERGY HOLDING S.A.

Signatures

(69740/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

A.A.M.FIN. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 52.842.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

A.A.M.FIN. S.A.

Signatures

(69741/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

H 96 HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 57.179.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

H 96 HOLDING S.A.

Signatures

(69743/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

H 96 HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 57.179.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

H 96 HOLDING S.A.

Signatures

(69744/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ANONA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 33, rue Albert 1er.
R. C. Luxembourg B 65.266.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ANONA S.A.

Signatures

(69745/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

SOGECOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 12.723.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2001, vol. 559, fol. 50, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

Pour SOGECOM S.A.

BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE

Signature

(69747/534/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

SOGECOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 12.723.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2001, vol. 559, fol. 50, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

Pour SOGECOM S.A.

BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE

Signature

(69748/534/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

IMALPA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 32.818.

—
Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2007, les personnes suivantes sont mandataires de la société:

Conseil d'administration:

M. Dr. Heinz Batliner, Kommerzienrat, FL-9490 Vaduz, président du conseil d'administration.

M. Christian Verling, administrateur de sociétés, F-9490 Vaduz, 105, Fürst-Franz-Josef-Strasse.

M. Urs Eichenberger, directeur, CH-9475 Sevelen.

Commissaire aux comptes:

La société civile KPMG AUDIT avec siège à L-2520 Luxembourg, 31, allée Scheffer.

Luxembourg, le 9 octobre 2001.

Pour avis sincère et conforme

Pour IMALPA HOLDING S.A.

KPMG Financial Engineering

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2001, vol. 559, fol. 23, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69915/528/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

SOCIETE HOLDING POUR LE FINANCEMENT IMMOBILIER S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 64.567.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2001, vol. 559, fol. 50, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

SOCIETE HOLDING POUR LE FINANCEMENT S.A.

Signature

Un administrateur

(69749/534/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ESPADA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1898 Kockelscheuer, 1, rue Robert Schuman.
R. C. Luxembourg B 83.519.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 octobre 2001

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue à Luxembourg le 29 octobre 2001 que:

1. A été acceptée la démission de Madame Rebecca Jane Marshall de sa fonction d'administrateur. Décharge lui a été accordée pour l'exercice de son mandat.

2. A été nommée en son remplacement au poste d'administrateur Madame Sarah Marino, administrateur de sociétés, demeurant à L-1898 Kockelscheuer, 1, rue Robert Schuman.

Le mandat du nouvel administrateur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille sept.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2001, vol. 559, fol. 58, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69750/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

INTERTRANSIT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 64.317.

Il résulte d'une lettre recommandée datée du 17 octobre 2001, que le siège social a été dénoncé avec effet au 17 octobre 2001.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2001, vol. 559, fol. 17, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69751/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CARREFOUR LUX S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 76.656.

Extrait du procès-verbal de la réunion du gérant commandité tenue le 26 septembre 2001 à 11.00 heures à Luxembourg

Résolution

«Après en avoir délibéré, le gérant commandité prend la décision de transférer le siège social de la société CARREFOUR LUX S.C.A. au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.»

Extrait sincère et conforme

CARREFOUR LUX, S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Le gérant commandité

S. Arpea / N. Didier

Gérant / Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69776/009/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

EUROVOITURES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 61.978.

Il résulte d'une lettre recommandée datée du 19 octobre 2001, que le siège social a été dénoncé avec effet au 19 octobre 2001.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2001, vol. 559, fol. 17, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69752/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CAFE BEI ONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 72.144.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 septembre 2001

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 3 septembre 2001 que:

Madame Marie-Paule Mertes-Schmit, demeurant à L-1644 Luxembourg, 17 rue des Grottes a été nommée gérante technique de la société pour une durée indéterminée.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2001, vol. 559, fol. 48, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69753/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

VINGT AVRIL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 64.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Diekirch, le 17 octobre, vol. 269, fol. 20, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(69755/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LA GIRONDE, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 8, rue des Girondins.

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés tenue à Luxembourg en date du 1^{er} octobre 2001 au siège social de la société

Il résulte de la réunion que:

Le capital social va être converti avec effet au 1^{er} janvier 2002 en euros pour le transformer de son montant actuel de LUF 1.200.000,- en EUR 30.000,- représenté par 1.200 parts sociales, avec incorporation du résultat reporté à hauteur de EUR 252,78 afin d'arrondir ces montants.

L'article 5 des statuts a été modifié corrélativement pour avoir la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente mille euros (EUR 30.000,-). Il est représenté par mille deux cents (1.200) parts de vingt cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Le capital de la société se répartit comme suit:

M. Florent Schroeder	6.000 euros	240 parts
M. Prosper Schroeder	6.000 euros	240 parts
Mme Marie-Claire Colbach	6.000 euros	240 parts
M. Joseph Schroeder	6.000 euros	240 parts
M. José Glesener	6.000 euros	240 parts
	30.000 euros	1.200 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2001.

Signature

Le mandataire de la société

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69757/799/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

B.O.L. LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 70.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Diekirch, le 30 octobre, vol. 269, fol. 28, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(69756/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LA BOURGOGNE, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 8, rue des Girondins.

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés tenue à Luxembourg en date du 1^{er} octobre 2001 au siège social de la société

Il résulte de la réunion que:

Le capital social va être converti avec effet au 1^{er} janvier 2002 en euros pour le transformer de son montant actuel de LUF 1.500.000,- en EUR 37.500,- représenté par 100 parts sociales, avec incorporation du résultat reporté à hauteur de EUR 315,97 afin d'arrondir ces montants.

L'article 5 des statuts a été modifié corrélativement pour avoir la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-). Il est représenté par cent (100) parts de trois cent soixante-quinze euros (EUR 375,-) chacune.

Le capital de la société se répartit comme suit:

M. Joseph Schroeder.	9.375 euros	25 parts
M. Henri Pesch.	9.375 euros	25 parts
M. Josef Pannrucker.	9.375 euros	25 parts
M. Gaston Flesch.	9.375 euros	25 parts
	<hr/> 37.500 euros	<hr/> 100 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2001.

Signature

Le mandataire de la société

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69758/799/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

L'AQUITAINE, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 8, rue des Girondins.

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés tenue à Luxembourg en date du 1^{er} octobre 2001 au siège social de la société

Il résulte de la réunion que:

Le capital social va être converti avec effet au 1^{er} janvier 2002 en euros pour le transformer de son montant actuel de LUF 1.000.000,- en EUR 25.000,- représenté par 50 parts sociales, avec incorporation du résultat reporté à hauteur de EUR 210,65 afin d'arrondir ces montants.

L'article 5 des statuts a été modifié corrélativement pour avoir la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-). Il est représenté par cinquante (50) parts de cinq cents euros (EUR 500,-) chacune.

Le capital de la société se répartit comme suit:

M. Joseph Schroeder.	5.000 euros	10 parts
M. Henri Pesch.	5.000 euros	10 parts
M. Josef Pannrucker.	5.000 euros	10 parts
M. Gaston Flesch.	5.000 euros	10 parts
M. Fernand Hubert.	5.000 euros	10 parts
	<hr/> 25.000 euros	<hr/> 50 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2001.

Signature

Le mandataire de la société

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69759/799/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

PEPE PAX DESIGN, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 40.778.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 4 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2001.

Signature.

(69760/799/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FJC IMMOBILIERE, Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 59.341.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 4 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2001.

Signature.

(69761/799/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LOMBARD MEDIA, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 21.384.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 4 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2001.

Signature.

(69762/799/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LE CARÉ HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 54.311.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire reportée du 18 juillet 2001

- Les mandat d'administrateur de Messieurs Toby Herkrath, maître en droit, Luxembourg, Jean-Paul Defay, directeur financier, Soleuvre et Alain Vasseur, consultant, Holzem sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'assemblée Générale Statutaire de 2007.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de HIFIN S.A., 3, place Dargent, Luxembourg, est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'assemblée Générale Statutaire de 2007.

Luxembourg, le 18 juillet 2001.

Certifié sincère et conforme

Pour LE CARÉ HOLDING S.A.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 72, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69765/696/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LE CARÉ HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 54.311.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 72, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

(69766/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CAFCO LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue de l'Industrie.
R. C. Luxembourg B 66.081.

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 26 novembre 2000 que Monsieur Abdel Kerkouch a démissionné de son poste de gérant de la société.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2001, vol. 558, fol. 89, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69774/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CAFCO LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue de l'Industrie.
R. C. Luxembourg B 66.081.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 10 mars 2000 que Monsieur Abdel Kerkouche a été nommé au poste de gérant de la société.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2001, vol. 558, fol. 89, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69777/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CAFCO LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue de l'Industrie.
R. C. Luxembourg B 66.081.

Il résulte d'une lettre adressée en date du 20 septembre 1999 que Madame Gabriele Adrianjaka-Wahle a démissionné de son poste de gérant de la société.

Cette démission a été actée et acceptée lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue en date du 10 mars 2000.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2001, vol. 558, fol. 89, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69754/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

RAIBA FINANCE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 22.357.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 26 avril 2001 et avec effet au 1^{er} janvier 2001, le capital social de la société a été converti de DEM 190.000,- en EUR 97.145,46. Le capital social est dorénavant fixé à EUR 97.145,46 (quatre-vingt-dix-sept mille cent quarante-cinq euros quarante-six cents), divisé en 190 (cent quatre-vingt-dix) actions sans désignation de valeur nominale.

Le conseil d'administration se compose dorénavant comme suit: Mme Romaine Lazzarin-Fautsch, Fondé de pouvoir, adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, MM. Guy Baumann, attaché de direction, adresse professionnelle, 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Jean Bodoni, Ingénieur commercial, adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg et Guy Kettmann, attaché de direction, adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Le commissaire aux comptes est Mme Isabelle Arend, Employée de banque, adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 novembre 2001.

POUR RAIBA FINANCE S.A., société anonyme holding
DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
P. Frédéric / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69819/006/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LOMBARD FUND SERVICES, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 47.094.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 68, case 4 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2001.

Signature.

(69763/799/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

BRICKEDGE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 56.635.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 72, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

(69767/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

BRICKEDGE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 56.635.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 6 juin 2001

- La démission de Madame Diana Rossi pour des raisons personnelle de son mandat d'administrateur est acceptée.
- Monsieur Alain Noullet, employé privé, L-Esch-sur-Alzette, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2002.

Luxembourg, le 2 juin 2001.

Certifié sincère et conforme

Pour BRICKEDGE HOLDING S.A.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 72, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69772/696/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

WOODCUT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 68.865.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 72, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

(69768/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ESTATES INTERNATIONAL HOLDING S.A.H., Société Anonyme Holding.

R. C. Luxembourg B 9.439.

Il est porté à la connaissance de tiers que le domicile de ESTATES INTERNATIONAL HOLDING S.A.H. avec siège social à Luxembourg, 22, boulevard Royal, L-2952 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg, sous le numéro B 9.439 est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 octobre 2001.

FIDUPAR

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69775/009/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FIDUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 20.829.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FIDUPAR

Signature

(69769/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FIDUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 20.829.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 12 avril 2001

La démission de Monsieur Théo Braun de son mandat d'Administrateur décidée par le Conseil d'Administration du 9 mars 2001 est acceptée; décharge lui est accordée pour l'exécution de son mandat. La cooptation de Monsieur Jean Quintus en tant qu'administrateur en son remplacement est ratifiée; son mandat vient à échéance lors de la présente Assemblée Générale Statutaire.

Les mandats d'Administrateurs de:

- Monsieur Claude Hoffmann, employé privé, Luxembourg
- Monsieur Jean Quintus, administrateur de sociétés, 11, rue de Fischbach, Blaschette
- Monsieur Norbert Lang, administrateur de sociétés, Bertrange

venant à échéance lors de cette Assemblée, sont renouvelés pour une nouvelle période de 6 ans, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de H.R.T. REVISION, S.à r.l., Luxembourg venant à échéance lors de cette Assemblée, est renouvelé pour une nouvelle période de 1 an, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2002.

Extrait sincère et conforme

FIDUX S.A.

C. Hoffmann / N. Lang

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69784/009/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

I.F.G. 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 55.788d.

Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2002, les personnes suivantes sont mandataires de la société:

Conseil d'administration:

- M. André Wilwert, diplômé I.C.H.E.C. Bruxelles, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, président du conseil d'administration et administrateur-délégué.
- M. Gérard Matheis, conseil économique, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, administrateur-délégué.
- M. Paul Marx, docteur en droit, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, administrateur (en remplacement de Monsieur Dennis Bosje, démissionnaire).

Commissaire aux Comptes:

- La société à responsabilité limitée INTERAUDIT, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, avec siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie.

Luxembourg, le 3 septembre 2001.

Pour avis sincère et conforme

Pour I.F.G. 1 S.A.

KPMG Financial Engineering

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2001, vol. 559, fol. 23, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69913/528/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

NETANIA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 59.538.

Les comptes annuels au 30 novembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FIDUPAR

Signatures

(69770/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

NETANIA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 59.538.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire qui s'est tenue le 15 février 2001 à 14.00 heures à Luxembourg

Le mandat des administrateurs et commissaire aux comptes vient à échéance à la présente assemblée.

L'assemblée générale décide à l'unanimité de nommer Messieurs Joseph Winandy, Jean Quintus et Koen Lozie au poste d'administrateurs de la société et de nommer Monsieur Noël Didier au poste de commissaire aux comptes de la société.

Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes viendront à échéance à l'assemblée générale statutaire de 2002.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69785/009/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

SINFINA, SOCIETE INTERNATIONALE DE FINANCEMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 10.287.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire du 8 mars 2001

Le mandat de commissaire aux comptes de H.R.T REVISION, S.à r.l., Luxembourg venant à échéance lors de cette assemblée est renouvelé pour une nouvelle période de 1 an, jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2002.

Par ailleurs, la démission de Monsieur Théo Braun de son poste d'administrateur, pour des raisons personnelles, est acceptée. Pleine et entière décharge lui est accordée.

Monsieur Jean Quintus, administrateur de sociétés, demeurant 11, rue de Fischbach, Blaschette est nommé administrateur en son remplacement; son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2003.

Extrait sincère et conforme

SINFINA, SOCIETE INTERNATIONALE DE FINANCEMENT S.A.

A. Angelsberg / N. Lang

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69779/009/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

SINFINA, SOCIETE INTERNATIONALE DE FINANCEMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 10.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FIDUPAR

Signatures

(69790/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ALIXAN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 63.283.

—
Les comptes annuels au 30 novembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FIDUPAR

Signatures

(69771/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ALIXAN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 63.283.

—
Procès-verbal de l'assemblée générale statutaire qui s'est tenue le 19 février 2001 à 15.00 heures à Luxembourg

Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'assemblée générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sortants pour une période d'un an.

Leur mandat viendra donc à échéance à l'assemblée générale statutaire de l'an 2002.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69786/009/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CARREFOUR LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 76.655.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des associés tenue le 26 septembre 2001

L'assemblée décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

CARREFOUR LUX, S.à r.l.

S. Arpéa / N. Didier

Gérant / Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69778/009/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

BEVERLY HILLS CLUB, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 6, rue de Reims.
R. C. Luxembourg B 69.908.

Constituée par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg en date du 19 décembre 1999, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 579 du 28 juillet 1999.

—
La société a pris connaissance du fait que les 15 parts sociales antérieurement détenus par l'associé Paul Long ont été cédées, ce jour, à l'associée Annamaria Kakuk, qui désormais détient 60 parts sociales de la société.

Pour mention au Registre de Commerce et des Sociétés.

Luxembourg, le 20 octobre 2001.

Signature

Le gérant technique

Enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 2001, vol. 559, fol. 40, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69801/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

AGGIOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 48.765.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 2 mai 2001 à Luxembourg

Résolutions

Suite à la démission de Monsieur Raymond De Waha de son poste d'administrateur de la société, pour raisons personnelles, le conseil d'administration prend la décision de nommer par voie de cooptation, en remplacement de celui-ci, Monsieur Koen Lozie, administrateur de sociétés, demeurant au 14, rue de l'Ecole à Eischen.

La ratification de la nomination de Monsieur Lozie aura lieu lors de la prochaine assemblée générale statutaire.

Extrait sincère et conforme

AGGIOR S.A.

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69773/009/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

AGGIOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 48.765.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 30 mai 2001 à Luxembourg

Résolutions

Suite à la démission de Monsieur Norbert Lang de son poste d'administrateur de la société, pour raisons personnelles, le conseil d'administration prend la décision de nommer par voie de cooptation, en remplacement de celui-ci, Monsieur Jean Quintus, administrateur de sociétés, demeurant à Blaschette, 11, rue de Fischbach.

La ratification de la nomination de Monsieur Quintus aura lieu lors de la prochaine assemblée générale statutaire.

Extrait sincère et conforme

AGGIOR S.A.

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69793/009/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

D.M. IMMOBILIER SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4750 Pétange, 2, route de Longwy.

STATUTS

Ont comparu ce 31 octobre 2001:

1) Mr Di Bartolomeo Pascal, demeurant à F-54440 Herserange 156 Cité de la Place

2) Mr Marino Giovanni, demeurant à L-2440 Luxembourg 196 rue Rollingergrund

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu' il suit les statuts d'une société immobilière qu'ils entendent constituer par les présentes:

Titre I^{er}. - Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société civile immobilière qui prendra la dénomination de D.M. IMMOBILIER SCI.

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition, la mise en valeur, la mise en location et la gestion d'un ou de plusieurs immeubles, dans la limite d'opérations de caractère strictement civil, et à l'exclusion de toutes opérations commerciales.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 3. La société aura une durée indéterminée ; elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant dans les conditions précisées à l'article 18 des présents statuts.

Art. 4. Le siège social est établi à Pétange; il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des gérants de la société.

Titre II.- Capital social, Parts d'intérêts

Art. 5. Le capital social est fixé à deux mille cinq cent Euros (2.500,- EUR), représenté par cent (100) parts d'intérêts de vingt cinq Euros (25,- EUR) chacune.

Ces parts d'intérêts sont souscrites comme suit:

1) Mr Di Bartolomeo Pascal, précité	50
2) Mr Marino Giovanni, précité	50
Total: cent parts d'intérêts	100

Les associés ont libéré les parts souscrites par eux par un versement à un compte bancaire ouvert au nom de la société.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés ou pour cause de mort aux héritiers en ligne directe. Dans tous les autres cas les parts ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 7. Les cessions des parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. Chaque part d'intérêt confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existants, dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs avec leurs coassociés, les associés seront tenus des dettes et engagements de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts lui appartenant.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés seront tenus des dettes et engagements sociaux conformément à l'article 1863 du Code Civil.

Art. 10. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis d'une ou de plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Jusqu'à cette désignation la société peut suspendre l'exercice des droits afférents aux parts appartenant par indivis à différents copropriétaires.

Art. 11. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés. Les héritiers et légataires de parts ou les créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, pendant la durée de la société et jusqu'à la clôture de sa liquidation, requérir l'apposition de scellés sur les biens, documents et valeurs de la société ou en requérir l'inventaire, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 12. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs des associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers et représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même l'interdiction, la déconfiture, la faillite ou la liquidation judiciaire d'un ou de plusieurs des associés ne mettront point fin à la société; celle-ci continuera entre les autres associés, à l'exclusion de l'associé ou des associés en état d'interdiction, de déconfiture, de faillite ou de liquidation judiciaire, lesquels ne pourront prétendre qu'au paiement de la valeur de leurs parts par les autres associés ou par un tiers acheteur présenté par le gérant.

Titre III.- Administration de la société

Art.13. La société est gérée par deux gérants nommés par les associés.

Les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Vis-a-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants qui peuvent conférer des mandats spéciaux aux associés et/ou à de tierces personnes.

Art. 14. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Titre IV.- Exercice social

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre V.- Réunion des associés

Art.16. Les associés se réunissent au moins une fois par an à la date et à l'endroit qui seront indiqués dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les gérants quand ils le jugent convenables, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts existantes.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours francs à l'avance et qui doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion. Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 17. Dans toute réunion d'associés chaque part donne droit à une voix. En cas de division de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitier et nue-propriétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Les résolutions sont prises à la majorité des trois quarts des voix des associés présents ou représentés, à moins de disposition contraire des statuts.

Art. 18. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelle en soit la nature et l'importance. Ces décisions portant modification aux statuts sont prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution de la société, la liquidation de la société se fera par les soins des gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société, civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à tout autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après règlement des engagements sociaux, est répartie entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Titre VII.- Dispositions générales

Art. 20. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre.

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, approximativement à la somme de cinquante mille francs luxembourgeois.

Réunion des associés

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée Monsieur Di Bartolomeo Pascal, précité
- 2) Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée Monsieur Marino Giovanni, précité
- 3) Le siège social est fixé à L-4750 Pétange 2 route de Longwy.

Dont acte, fait et passé à Pétange, le 31 octobre 2001

P. Di Bartolomeo / G. Marino

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 octobre 2001, vol. 321, fol. 57, case 2. – Reçu 1.008 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(69800/000/114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CONQUEST INVESTMENTS S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 64.827.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 30 juin 2000

Le mandat de Commissaire aux Comptes de V.O. CONSULTING LUX S.A., Clémency venant à échéance lors de cette Assemblée, est renouvelé pour une nouvelle période de 1 an, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2001.

Pour extrait sincère et conforme

CONQUEST INVESTMENTS S.A.H.

N. Lang / P. Mousel

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69782/009/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CONQUEST INVESTMENTS S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 64.827.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Copie sincère et conforme

CONQUEST INVESTMENTS S.A.H.

N. Lang / P. Mousel

Administrateurs

(69789/009/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ProLogis POLAND XIII, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

STATUTES

In the year two thousand and one, on the twenty-second of October.

Before the undersigned Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ProLogis DEVELOPMENTS HOLDING, S.à r.l., a limited liability company, organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

duly represented by its manager ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., a limited liability company organized under the law of Luxembourg, having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, acting through its manager Mr Peter Cassells, Company Director, Luxembourg, 25B, boulevard Royal, who may bind said company by his sole signature.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. - Name, Purpose, Duration, Registered office

Art. 1. There is hereby formed by those present between the party noted above and all persons and entities who may become shareholders in the future, a company with limited liability («société à responsabilité limitée») which shall be governed by the laws pertaining to such an entity as well as by the present articles.

Art. 2. The Company will assume the name of ProLogis POLAND XIII, S.à r.l.

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including (i) the direct or indirect holding of participations in companies the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties and (ii) the granting of loans, guarantees or any other form of collateral in relation to the above activities.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment or development of its purpose remaining always however within the limits established by the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

Title II. - Share Capital, Shares

Art. 6. The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time under the conditions specified by law. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing shareholders, in proportion to their part in the share capital representing their shares.

Art. 8. Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint coproprietors have to appoint a sole representative towards the Company.

Art. 10. The Company's shares are freely transferable between shareholders. Inter vivos, they may only be disposed of to new shareholders following the passing of a favourable resolution of the shareholders in general meeting representing at least three quarters of the share capital according to the conditions foreseen in article 11. Mortis causa the approval given in a meeting of shareholders of at least three quarters (3/4) of the shares held by the surviving shareholders is required to transfer shares to new shareholders. This approval however is not required in case the shares are transferred either to ascendants, descendants or to the surviving spouse.

Art. 11. The shareholder who wants to transfer all or part of his shares must inform the other shareholders by registered mail and indicate the number of shares which transfer is requested, the names, first names, professions and domiciles of the proposed transferees.

Thereupon the other shareholders have a right of preemption for the redemption of the shares which transfer is proposed. This right is exercised in proportion to the number of shares in possession of each shareholder. By not exercising, totally or partly, his right of preemption, a shareholder increases the other shareholders' right.

Shares may never be divided: if the number of shares to transfer is not exactly proportional to the number of shares for which the right of preemption is exercised, the surplus of shares is, in the absence of agreement, allocated by drawings. The shareholder who plans to exercise his right of preemption, must inform the other shareholders by registered mail within two months following the letter informing him of the request for transfer, failing which he shall lose his right of preemption.

For the exercise of the rights originating from the increase pursuant to the provisions of the preceding paragraphs, shareholders will be entitled to an additional one month delay starting at the expiration of the two months' term granted to the shareholders for making public their intention about the exercise of the right of preemption.

The price payable for acquiring these shares shall be determined by mutual consent between transferor and transferee(s), failing agreement, by a qualified accountant and tax adviser designated by mutual consent between transferor and transferee(s) and in case of disagreement by an independent expert named at the request of the most diligent party by the commercial court which has competence over the registered office of the Company.

The expert will deliver his report about the determination of the price within the month following his nomination. He will have access to all books and other documents of the Company which he shall deem essential to the execution of his mission.

Art. 12. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 13. The creditors, legal successors or heirs may not, for any reason, seal assets or documents of the Company.

Title III. - Administration

Art. 14. The Company is managed by one or several managers, not necessarily shareholders. In dealing with third parties, the manager(s) has (have) the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which fixes the term of his (their) office. He (they) may be dismissed freely at any time.

The Company is only bound in any circumstances by the signature of the sole manager or, if there are several managers, by the individual signature of any manager.

Art. 15. Death or resignation of a manager, for any reason, does not involve the winding-up of the Company.

Art. 16. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are simple authorized agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 17. Each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder has as many voting rights as he holds or represents shares. Each shareholder may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital. However, resolutions to amend these articles and particularly to liquidate the Company may only be taken by a majority of shareholders representing three quarters of the Company's share capital.

If the Company has only one shareholder, his decisions are written down on a register held at the registered office of the Company.

Art. 19. The accounting year of the Company commences on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 20. Each year on the thirty-first of December the books are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent of the net profits are set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the general meeting of shareholders.

Title IV. - Winding-up, Liquidation

Art. 22. At the time of the winding-up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who will fix their powers and remuneration.

Art. 23. The shareholders will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in these articles.

Statement

The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, are satisfied.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on December 31, 2002.

Subscription

All the shares are subscribed by the sole shareholder, ProLogis DEVELOPMENTS HOLDING, Sà r.l., prequalified.

All the shares have been fully paid up in cash on a bank account, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of its formation are estimated at approximately fifty thousand Luxembourg Francs (50,000.- LUF).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. Is appointed manager for an undetermined period:

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., a limited liability company organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The manager has the broadest powers to act on behalf of the Company in any circumstances and may validly bind the Company by its sole signature.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille un, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ProLogis DEVELOPMENTS HOLDING, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

dûment représentée par son gérant ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., une société à responsabilité limitée créée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, agissant par son gérant Monsieur Peter Cassells, administrateur de sociétés, Luxembourg, 25B, boulevard Royal, habilité à engager celle-ci par sa seule signature.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et ces statuts:

Titre I^{er}. - Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le souscripteur prénommé et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. La Société prend la dénomination de ProLogis POLAND XIII, S.à r.l.

Art. 3. La Société a pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes opérations liées à ces biens immobiliers, comprenant (i) la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers et (ii) l'octroi de prêts, garanties ou toute autre forme de sûretés en relation avec les activités prémentionnées.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II. - Capital Social, Parts Sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié sous les conditions prévues par la loi. Les parts à souscrire seront d'abord offertes aux associés existants, proportionnellement à la part du capital social représentée par leurs parts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues à l'article 11. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le

consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 11. L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés par lettre recommandée en indiquant le nombre des parts sociales dont la cession est demandée, les noms, prénoms, professions et domiciles des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partiel, par un associé de son droit de préemption accroît celui des autres.

En aucun cas, les parts sociales ne seront fractionnées: si le nombre des parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédant sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort. L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés par lettre recommandée dans les deux mois de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement, suivant les dispositions des alinéas précédents, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

Le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé de commun accord entre l'associé cédant et le ou les associé(s) cessionnaire(s), et à défaut, par un expert-comptable et fiscal désigné de commun accord par l'associé cédant et le ou les associé(s) cessionnaire(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la Société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la Société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

Art. 12. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 13. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. - Administration

Art. 14. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables.

La Société n'est engagée en toutes circonstances que par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les résolutions concernant la modification des Statuts et plus particulièrement la liquidation de la Société peuvent uniquement être prises à la majorité d'associés représentant les trois quarts du capital social.

Au cas où la Société n'a qu'un seul associé, ses décisions sont consignées dans un registre conservé au siège de la Société.

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre IV. - Dissolution, Liquidation

Art. 22. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Déclaration

Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sont remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2002.

Souscription

Toutes les parts sociales sont souscrites par l'associée unique ProLogis DEVELOPMENTS HOLDING, S.à r.l., pré-nommée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces à un compte bancaire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ cinquante mille francs luxembourgeois (50.000,- LUF).

Résolutions de l'Associée Unique

Et aussitôt l'associée unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Est nommée gérant pour une durée indéterminée:

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., une société à responsabilité limitée créée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et l'engager valablement par sa signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Cassells, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2001, vol. 10CS, fol. 28, case 4. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

F. Baden.

(69849/200/271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

**FIDUCIARE FINANCE & MARINE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. FLYING YACHT MANAGEMENT, G.m.b.H.).**

Siège social: L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach.
R. C. Luxembourg B 66.733.

L'an deux mille un, le huit octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont Comparu:

La société à responsabilité limitée FIDUCIARE, S.à r.l., ayant son siège social à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach,

ici représentée par ses associés:

- Monsieur Joseph Delree, courtier en assurances, demeurant à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach, et

- Monsieur Thomas Backer, expert-comptable, demeurant à La Michèle, Les Hubits St. Martin, (Guernsey), lequel est ici représenté par Monsieur Joseph Delree, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, ès-qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la société à responsabilité limitée FLYING YACHT MANAGEMENT, G.m.b.H., ayant son siège social à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach, R.C. Luxembourg section B numéro 66.733 a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 octobre 1998, publié au Mémorial C, numéro 930 du 23 décembre 1998.

- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, est la seule et unique associée actuelle de ladite société et qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de modifier la dénomination de la société en FIDUCIARE FINANCE & MARINE, S.à r.l.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société prend la dénomination de FIDUCIARE FINANCE & MARINE, S.à r.l.».

Troisième résolution

L'associée unique décide de modifier l'objet social afin de donner à l'article deux des statuts la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet toutes opérations de courtage en assurances, par l'entremise de personnes physiques dûment agréées, telles que définies par la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, ainsi que tous travaux administratifs y relatifs.

En outre, elle pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles et autres concernant tous biens et droits mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, tant pour son compte que pour compte d'autrui, à Luxembourg et dans tous autres pays.»

Quatrième résolution

L'associée unique décide de convertir le capital social de six cent mille francs luxembourgeois (600.000,- LUF) en quatorze mille huit cent soixante-treize virgule soixante et un euros (14.873,61 EUR), au cours de 40,3399 LUF = 1,- EUR.

Cinquième résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent vingt-six virgule trente-neuf euros (126,39 EUR), pour le porter de son montant actuel de quatorze mille huit cent soixante-treize virgule soixante et un euros (14.873,61 EUR) à quinze mille euros (15.000,- EUR), sans création de parts sociales nouvelles.

Le montant de cent vingt-six virgule trente-neuf euros (126,39 EUR) été apporté en numéraire par l'associée unique de sorte que ledit montant se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Sixième résolution

L'associée unique décide de remplacer les six cents (600) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune par six cents (600) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Septième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à quinze mille Euros (15.000,- EUR), représenté par six cents (600) parts sociales de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Toutes les parts sociales sont détenues par la société à responsabilité limitée FIDUCIARE, S.à r.l., ayant son siège social à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach.»

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer Madame Marie-Jeanne Linden, expert-comptable, réviseur d'entreprises, demeurant à L-8077 Bertrange, 56, route de Luxembourg, comme réviseur de la société.

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de vingt-cinq mille francs. Pour les besoins de l'enregistrement le montant de l'augmentation de capital social est évalué à la somme de 5.098,55 LUF.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Delree, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 octobre 2001, vol. 515, fol. 87, case 4. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 novembre 2001.

J. Seckler.

(69894/231/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

**FIDUCIARE FINANCE & MARINE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. FLYING YACHT MANAGEMENT, G.m.b.H.).**

Siège social: L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach.

R. C. Luxembourg B 66.733.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 novembre 2001.

Pour la société

J. Seckler

(69895/231/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

TURNKEY MIDDLE EAST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 18.022.

DISSOLUTION

L'an deux mille un, le vingt-cinq octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Pierre Schill, licencié en sciences économiques, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société CARE INVESTMENT S.A., ayant son siège social à Panama, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 17 octobre 2001, laquelle restera, après avoir été paraphée ne varietur par le comparant et le notaire, annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La société anonyme TURNKEY MIDDLE EAST S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 18.022, a été constituée suivant acte notarié en date du 26 janvier 1981, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 47 du 9 mars 1981. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte sous seing privé du 2 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil, numéro 727 du 5 octobre 2000.

- Le capital social est fixé à six cent vingt mille euros (620.000,- EUR) représenté par cinq cent mille (500.000) actions sans désignation de valeur nominale.

- Sa mandante est devenue propriétaire des cinq cent mille (500.000) actions dont s'agit et elle a décidé de dissoudre et de liquider la société.

- Par la présente, elle prononce la dissolution de la société avec effet immédiat et sa mise en liquidation. Elle assume la fonction de liquidateur.

- Tous les actifs de la Société sont transférés à l'actionnaire qui déclare que toutes les obligations de la Société ont été acquittées et qu'il répondra personnellement de tous les engagements de la société même inconnus à l'heure actuelle. Il réglera également les frais des présentes.

- Partant la liquidation de la Société est achevée et la Société est définitivement dissoute et liquidée.

- Décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire de surveillance pour l'exécution de leur mandat.

- Les livres et documents de la société sont conservés pendant la durée de cinq ans à l'ancien siège social de la société dissoute à Luxembourg, 18A, boulevard de la Foire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Schill, F. Baden.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2001, vol. 10CS, fol. 32, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69856/200/42) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CARPINTEX, CARPETS AND INTERNATIONAL TEXTILES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 20.816.

L'an deux mille un, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding CARPETS AND INTERNATIONAL TEXTILES S.A. en abrégé CARPINTEX, ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 20.816, constituée suivant acte notarié en date du 19 septembre 1983, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 304 du 2 novembre 1983.

L'Assemblée est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Eric Lacoste, employé privé, Luxembourg, 10, boulevard Royal,

qui désigne comme secrétaire Madame Stéphanie Mangin, employée privée, Luxembourg, 10, boulevard Royal.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Marc Noel, employé privé, Luxembourg, 10, boulevard Royal.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée par des avis publiés:

- a) au Mémorial, Recueil C, numéro 763 du 14 septembre 2001
- numéro 836 du 2 octobre 2001

b) au Letzeburger Journal:

le 14 septembre 2001

le 2 octobre 2001

c) au Luxemburger Wort:

le 14 septembre 2001

le 2 octobre 2001

II.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Suppression transitoire de la valeur nominale des actions.

2. Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de francs luxembourgeois en euro avec effet au 1^{er} octobre 2000 au cours de 1,- EUR pour 40,3399 LUF, le nouveau capital de la société s'élevant à un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept euros et soixante-deux cents (1.239.467,62 EUR).

3. Augmentation du capital de la société pour le porter de son montant actuel de un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept euros et soixante-deux cents (1.239.467,62 EUR) à un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000,- EUR) par l'incorporation d'une partie des résultats reportés à concurrence de dix mille cinq cent trente-deux euros et trente-huit cents (10.532,38 EUR).

4. Restauration d'une valeur nominale des actions du capital social et fixation de celle-ci à vingt-cinq euros (25,- EUR) par actions, chacune jouissant des mêmes droits et avantages que les actions précédemment supprimées.

5. Modifications afférentes de l'article 5 des statuts.

6. Modification de l'article 2 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«La durée de la société est illimitée.»

7. Suppression de l'article 9 des statuts relatif à la garantie des administrateurs et commissaire.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

IV.- Qu'il appert de la liste de présence que sur les cinquante mille (50.000) actions représentant l'intégralité du capital social, six (6) actions sont présentes ou représentées à la présente Assemblée.

Le Président informe l'Assemblée qu'une première Assemblée Générale Extraordinaire ayant eu le même ordre du jour avait été convoquée pour le 12 septembre 2001 et que les conditions de quorum pour voter les points de l'ordre du jour n'étaient pas atteintes.

La présente Assemblée peut donc valablement délibérer quelle que soit la portion du capital représentée conformément à l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de convertir le capital social de LUF en EUR avec effet au 1^{er} octobre 2000 au cours de 1,- EUR=40,3399 LUF.

Le capital social est ainsi fixé à un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept euros et soixante-deux cents (1.239.467,62 EUR), représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de dix mille cinq cent trente-deux euros et trente-huit cents (10.532,38 EUR) pour le porter de son montant actuel de un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept euros et soixante-deux cents (1.239.467,62 EUR) à un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000,- EUR), sans émission d'actions nouvelles, par incorporation au capital d'une partie des résultats reportés.

Il est justifié au notaire soussigné de l'existence de tels résultats reportés par le bilan de la Société arrêté au 30 septembre 2000, lequel restera annexé aux présentes.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer une nouvelle valeur nominale des actions à vingt-cinq euros (25,- EUR) par action, chacune des actions jouissant des mêmes droits et avantages.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent et à l'expiration du délai relatif au capital autorisé, l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000,- EUR), représenté par cinquante mille (50.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Ce capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légalement requises.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.»

Sixième résolution

L'assemblée décide que la durée de la société sera désormais illimitée et décide de modifier en conséquence l'article 2 des statuts comme suit:

«**Art. 2.** La durée de la société est illimitée.»

Septième résolution

L'assemblée décide de supprimer purement et simplement l'article 9 des statuts relatif à la garantie des administrateurs et commissaires. Les articles qui suivent seront rénumérotés en conséquence.

Evaluation des frais

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, approximativement à la somme de 45.000,- LUF.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Lacoste, S. Mangin, J.-M. Noel, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2001, vol. 10CS, fol. 29, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

F. Baden

Notaire

(69854/200/106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

*Ordre du jour:***CARPINTEX, CARPETS AND INTERNATIONAL TEXTILES S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 20.816.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden

Notaire

(69855/200/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

LUXOTTICA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 69.925.

a) Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes de l'exercice 2001, les personnes suivantes sont mandataires de la société:

Conseil d'Administration:

M. Leonardo Del Vecchio, président de LUXOTTICA GROUP S.p.A., ayant son domicile professionnel à I-32021 Agordo (Belluno), 10, Via Valcozzena.

M. Roberto Chemello, administrateur-délégué de LUXOTTICA GROUP S.p.A., ayant son domicile professionnel à I-32021 Agordo (Belluno), 10, Via Valcozzena.

M. Enrico Cavatorta, administrateur de société, ayant son domicile professionnel à I-Milano, 37, Via Fauchè n. 37 (en remplacement de Monsieur Giuseppe Vignato, démissionnaire).

Commissaire aux comptes:

La société anonyme DELOITTE & TOUCHE S.A., ayant son siège à L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

Luxembourg, le 4 septembre 2001.

Pour avis sincère et conforme

Pour LUXOTTICA LUXEMBOURG S.A.

KPMG Financial Engineering

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2001, vol. 559, fol. 23, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69914/528/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ProLogis UK LXXV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

STATUTES

In the year two thousand and one, on the twenty-fourth of October.

Before the undersigned Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

KINGSPARK HOLDING S.A., a public limited company, having its registered office at L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

duly represented by one of its managers Mr Peter Cassells, Company Director, Luxembourg, 25B, boulevard Royal, who is authorised to bind said company by his sole signature.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. - Name, Purpose, Duration, Registered office**Art. 1.** There is hereby formed by those present between the party noted above and all persons and entities who may become shareholders in the future, a company with limited liability («société à responsabilité limitée») which shall be governed by the laws pertaining to such an entity as well as by the present articles.**Art. 2.** The Company will assume the name of ProLogis UK LXXV, S.à r.l.**Art. 3.** The purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including (i) the direct or indirect holding of participations in companies the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties (ii) acting as a trustee in relation to real estate properties or real estate companies and (iii) the granting of loans, guarantees or any other form of collateral in relation to the above activities.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment or development of its purpose remaining always however within the limits established by the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited period of time.**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.**Title II. - Share Capital, Shares****Art. 6.** The Company's share capital is fixed at ten thousand Pounds Sterling (GBP 10,000.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty Pounds Sterling (GBP 20.-) each. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.**Art. 7.** The share capital may be changed at any time under the conditions specified by law. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing shareholders, in proportion to their part in the share capital representing their shares.**Art. 8.** Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.**Art. 9.** The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint coproprietors have to appoint a sole representative towards the Company.**Art. 10.** The Company's shares are freely transferable between shareholders. Inter vivos, they may only be disposed of to new shareholders following the passing of a favourable resolution of the shareholders in general meeting representing at least three quarters of the share capital according to the conditions foreseen in article 11. Mortis causa the approval given in a meeting of shareholders of at least three quarters (3/4) of the shares held by the surviving shareholders is required to transfer shares to new shareholders. This approval however is not required in case the shares are transferred either to ascendants, descendants or to the surviving spouse.**Art. 11.** The shareholder who wants to transfer all or part of his shares must inform the other shareholders by registered mail and indicate the number of shares which transfer is requested, the names, first names, professions and domiciles of the proposed transferees.

Thereupon the other shareholders have a right of preemption for the redemption of the shares which transfer is proposed. This right is exercised in proportion to the number of shares in possession of each shareholder. By not exercising, totally or partly, his right of preemption, a shareholder increases the other shareholders' right.

Shares may never be divided: if the number of shares to transfer is not exactly proportional to the number of shares for which the right of preemption is exercised, the surplus of shares is, in the absence of agreement, allocated by drawings. The shareholder who plans to exercise his right of preemption, must inform the other shareholders by registered mail within two months following the letter informing him of the request for transfer failing which he shall lose his right of preemption.

For the exercise of the rights originating from the increase pursuant to the provisions of the preceding paragraphs, shareholders will be entitled to an additional one month delay starting at the expiration of the two months' term granted to the shareholders for making public their intention about the exercise of the right of preemption.

The price payable for acquiring these shares shall be determined by mutual consent between transferor and transferee(s), failing agreement, by a qualified accountant and tax adviser designated by mutual consent between transferor and transferee(s) and in case of disagreement by an independent expert named at the request of the most diligent party by the commercial court which has competence over the registered office of the Company.

The expert will deliver his report about the determination of the price within the month following his nomination. He will have access to all books and other documents of the Company which he shall deem essential to the execution of his mission.

Art. 12. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 13. The creditors, legal successors or heirs may not, for any reason, seal assets or documents of the Company.

Title III. - Administration

Art. 14. The Company is managed by one or several managers. not necessarily shareholders. In dealing with third parties, the manager(s) has (have) the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which fixes the term of his (their) office. He (they) may be dismissed freely at any time.

The Company is only bound in any circumstances by the signature of the sole manager or, if there are several managers, by the individual signature of any manager.

Art. 15. Death or resignation of a manager, for any reason, does not involve the winding-up of the Company.

Art. 16. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are simple authorized agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 17. Each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder has as many voting rights as he holds or represents shares. Each shareholder may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital. However, resolutions to amend these articles and particularly to liquidate the Company may only be taken by a majority of shareholders representing three quarters of the Company's share capital.

If the Company has only one shareholder, his decisions are written down on a register held at the registered office of the Company.

Art. 19. The accounting year of the Company commences on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 20. Each year on the thirty-first of December the books are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent of the net profits are set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the general meeting of shareholders.

Title IV. - Winding-up, Liquidation

Art. 22. At the time of the winding-up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who will fix their powers and remuneration.

Art. 23. The shareholders will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in these articles.

Statement

The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, are satisfied.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on December 31, 2002.

Subscription

All the shares are subscribed by the sole shareholder, KINGSPARK HOLDING S.A., prequalified.

All the shares have been fully paid up in cash on a bank account, so that the amount of ten thousand Pounds (GBP 10,000.-) is at the disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The appearing party estimates the value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of its formation at approximately fifty thousand Luxembourg Francs (50,000.- LUF).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. Is appointed manager for an undetermined period:

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., having its registered office in Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

The manager has the broadest powers to act on behalf of the Company in any circumstances and may validly bind the Company by its sole signature.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French version

L'an deux mille un, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

KINGSPARK HOLDING S.A., une société anonyme, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

dûment représentée par un de ses administrateurs Monsieur Peter Cassells, administrateur de sociétés, Luxembourg, 25B, boulevard Royal, habilité à engager celle-ci par sa seule signature.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et ces statuts:

Titre I^{er}. - Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le souscripteur prénommé et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. La Société prend la dénomination de ProLogis UK LXXV, S.à r.l.

Art. 3. La Société a pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes opérations liées à ces biens immobiliers, comprenant (i) la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers (ii), comprenant l'exercice de l'activité liée à la fonction de trustee de biens immobiliers ou de sociétés immobilières et (iii) l'octroi de prêts, garanties ou toute autre forme de sûretés en relation avec les activités prémentionnées.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II. - Capital Social, Parts Sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à dix mille Lires Sterling (GBP 10.000,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt Livres Sterling (GBP 20,-) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié sous les conditions prévues par la loi. Les parts à souscrire seront d'abord offertes aux associés existants, proportionnellement à la part du capital social représentée par leurs parts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues à l'article 11. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 11. L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés par lettre recommandée en indiquant le nombre des parts sociales dont la cession est demandée, les noms, prénoms, professions et domiciles des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partiel, par un associé de son droit de préemption accroît celui des autres.

En aucun cas, les parts sociales ne seront fractionnées: si le nombre des parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédant sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort. L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés par lettre recommandée dans les deux mois de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement, suivant les dispositions des alinéas précédents, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

Le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé de commun accord entre l'associé cédant et le ou les associé(s) cessionnaire(s), et à défaut, par un expert-comptable et fiscal désigné de commun accord par l'associé cédant et le ou les associé(s) cessionnaire(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la Société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la Société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

Art. 12. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 13. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. - Administration

Art. 14. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables.

La Société n'est engagée en toutes circonstances que par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les résolutions concernant la modification des Statuts et plus particulièrement la liquidation de la Société peuvent uniquement être prises à la majorité d'associés représentant les trois quarts du capital social.

Au cas où la Société n'a qu'un seul associé, ses décisions sont consignées dans un registre conservé au siège de la Société.

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre IV. - Dissolution, Liquidation

Art. 22. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Déclaration

Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sont remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2002.

Souscription

Toutes les parts sociales sont souscrites par l'associée unique KINGSPARK HOLDING S.A., prénommée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces à un compte bancaire, de sorte que la somme de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ cinquante mille francs luxembourgeois (50.000,- LUF).

Résolutions de l'Associée Unique

Et aussitôt l'associée unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. Est nommée gérant pour une durée indéterminée:

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et l'engager valablement par sa signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Cassells, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2001, vol. 10CS, fol. 32, case 3. – Reçu 6.446 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2001.

F. Baden.

(69857/200/266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

WINE TRADE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 167, route de Longwy.

Résolution du Conseil d'Administration du 9 octobre 2001

M. Rafaël Monard, demeurant 40, Bijvennestraat, B-3500 Hasselt, est nommé Directeur, avec pouvoir d'engager la société sous sa seule signature dans le cadre de la gestion journalière.

Pour extrait conforme

D. Fontaine / H. Grossmann

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(69781/792/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

**FIDUCIARE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. FIDUCIARE S.A.).**

Siège social: L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach.

R. C. Luxembourg B 47.311.

L'an deux mille, le huit octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FIDUCIARE S.A. avec siège social à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach, (R.C. Luxembourg B 47.311), constituée originairement sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte reçu par le notaire Robert Schuman, de résidence à Differdange, en date du 12 avril 1994, publié au Mémorial C, N° 320 du 2 septembre 1994,

transformée en société anonyme en vertu d'un acte reçu par le prédit notaire Robert Schuman, en date du 20 décembre 1994, publié au Mémorial C, N° 187 du 25 avril 1995,

dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Robert Schuman, en date du 26 novembre 1996, publié au Mémorial C, N° 135 du 20 mars 1997,

dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 19 décembre 1996, publié au Mémorial C, N° 235 du 14 mai 1997,

- en date du 19 décembre 2000, publié au Mémorial C N° 620 du 9 août 2001,

avec un capital social de un million deux cent soixante-dix-neuf mille francs (1.279.000,- Frs), représenté par mille deux cent soixante-dix-neuf (1.279) actions d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- Frs) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Joseph Delree, économiste, demeurant à Junglinster.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Christian Dostert, employé privé, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant à D-Echternacherbrück.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du Jour

1.- Modification de l'objet social et en conséquence de l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet l'exploitation d'un bureau de comptabilité et elle pourra procéder à la constitution, la domiciliation, l'administration, la gestion et la transformation de toute société.

La société pourra réaliser toutes expertises comptables et fiscales et détenir tout mandat se rapportant à l'organisation, l'appréciation et le redressement de comptabilités et de comptes de toute nature; l'établissement de bilans, l'analyse, par les procédés de la technique comptable, de la situation et du fonctionnement des entreprises et des organismes sous leurs différents aspects économiques et financiers, et en général, réaliser tout conseil comptable, fiscal, économique et financier se rattachant à la profession d'expert-comptable.

La société pourra promouvoir et réaliser toutes prestations de nature comptable, fiscale, économique ou financière se rapportant directement ou indirectement à son objet.

La société a encore pour objet toute prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toute espèce; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement.»

3.- Suppression de la valeur nominale des actions.

4.- Conversion du capital social de LUF en EUR.

5.- Réduction du capital social d'un montant adéquat en euros en vue de porter le capital souscrit ainsi obtenu par conversion à 31.000,- EUR, par remboursement aux actionnaires et sans annulation d'actions.

6.- Acceptation de la démission de tous les administrateurs et du commissaire de la société et décharge pour l'exécution de leur mandat.

7.- Changement de la forme légale de la société d'une «société anonyme» en «société à responsabilité limitée».

8.- Modification de la dénomination de la société en FIDUCIARE, S.à r.l.

9.- Refonte complète des statuts.

10.- Nomination d'un ou plusieurs gérants et détermination des pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et en conséquence l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet l'exploitation d'un bureau de comptabilité et elle pourra procéder à la constitution, la domiciliation, l'administration, la gestion et la transformation de toute société.

La société pourra réaliser toutes expertises comptables et fiscales et détenir tout mandat se rapportant à l'organisation, l'appréciation et le redressement de comptabilités et de comptes de toute nature, l'établissement de bilans, l'analyse, par les procédés de la technique comptable, de la situation et du fonctionnement des entreprises et des organismes sous leurs différents aspects économiques et financiers, et en général, réaliser tout conseil comptable, fiscal, économique et financier se rattachant à la profession d'expert-comptable.

La société pourra promouvoir et réaliser toutes prestations de nature comptable, fiscale, économique ou financière se rapportant directement ou indirectement à son objet.

La société a encore pour objet toute prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toute espèce; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des mille deux cent soixante-dix-neuf (1.279) actions représentant le capital social d'un million deux cent soixante-dix-neuf mille francs luxembourgeois (1.279.000,- LUF).

Troisième résolution

L'assemblée décide de convertir la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à un million deux cent soixante-dix-neuf mille francs luxembourgeois (1.279.000,- LUF), pour l'exprimer dorénavant en euros, au cours de 40,3399 LUF = 1,- EUR, en trente et un mille sept cent cinq virgule cinquante-huit euros (31.705,58 EUR).

Quatrième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de sept cent cinq virgule cinquante-huit euros (705,58 EUR) pour le ramener de son montant actuel de trente et un mille sept cent cinq virgule cinquante-huit euros (31.705,58 EUR) à trente et un mille euros (31.000,- EUR), par remboursement aux actionnaires de la somme de sept cent cinq virgule cinquante-huit euros (705,58 EUR) et sans annulation d'actions.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et au remboursement aux actionnaires, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que 30 (trente) jours après la publication du présent acte au Mémorial C.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de remplacer les mille deux cent soixante-dix-neuf (1.279) actions existantes sans expression de valeur nominale par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de tous les administrateurs et du commissaire aux comptes de la société et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une «société anonyme» en «société à responsabilité limitée» et de transformer les actions en parts sociales.

Par cette transformation de la société anonyme en société à responsabilité limitée, aucune nouvelle société n'est créée.

La société à responsabilité limitée est la continuation de la société anonyme telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que dans le passif de cette société.

Huitième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale en FIDUCIARE, S.à r.l.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec ce qui précède et pour les adapter aux dispositions réglementant les sociétés à responsabilité limitée et de les arrêter comme suit:

STATUTS

Titre I^{er}: Objet - Raison sociale - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un bureau de comptabilité et elle pourra procéder à la constitution, la domiciliation, l'administration, la gestion et la transformation de toute société.

La société pourra réaliser toutes expertises comptables et fiscales et détenir tout mandat se rapportant à l'organisation, l'appréciation et le redressement de comptabilités et de comptes de toute nature, l'établissement de bilans, l'analyse, par les procédés de la technique comptable, de la situation et du fonctionnement des entreprises et des organismes sous leurs différents aspects économiques et financiers, et en général, réaliser tout conseil comptable, fiscal, économique et financier se rattachant à la profession d'expert-comptable.

La société pourra promouvoir et réaliser toutes prestations de nature comptable, fiscale, économique ou financière se rapportant directement ou indirectement à son objet.

La société a encore pour objet toute prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toute espèce; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties ; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de FIDUCIARE, S.à.r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Junglinster.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II: Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (31.000,- EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune.

Les parts sociales se répartissent comme suit:

1.- Monsieur Thomas Backer, expert comptable, demeurant à La Michèle, Les Hubits St. Martin, (Guernsey), six cent vingt-six parts sociales	626
2.- Monsieur Joseph Delree, économiste, demeurant à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach, six cent vingt- quatre parts sociales	624
Total: mille deux cent cinquante parts sociales	1.250

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 8. Envers la société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la société.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restant ont un droit de préemption qu'ils doivent exercer dans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III: Administration et gérance

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Les associés ainsi que le ou les gérants peuvent nommer d'un accord unanime un ou plusieurs mandataires spéciaux ou fondés de pouvoir, lesquels peuvent engager seuls la société.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut valablement se faire représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois-quarts (3/4) du capital social.

Art. 16. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée sont exercés par celui-ci.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV: Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V: Dispositions générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Dixième résolution

L'assemblée décide de nommer :

1.- Monsieur Thomas Backer, expert comptable, demeurant à La Michèle, Les Hubits St. Martin (Guernsey), comme gérant de la société.

La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

2.- Madame Marie-Jeanne Linden, expert-comptable, réviseur d'entreprises, demeurant à L-8077 Bertrange, 56, route de Luxembourg, comme réviseur de la société.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de trente mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement le montant de total de la réduction de capital social est évalué à la somme de 28.463,02 LUF

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Delree, Ch. Dostert, F. Hübsch, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 octobre 2001, vol. 515, fol. 87, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 novembre 2001.

J. Seckler.

(69893/231/227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

CommsCo FINANCE S.A. LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

STATUTES

In the year two thousand and one, on the sixteenth day of October.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) CommsCo HOLDING S.A. LUXEMBOURG, a société anonyme, incorporated and existing under the laws of Luxembourg with registered office at 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, here represented in accordance with the articles of incorporation by one of its directors, Mr Kurt Nauer, BA, residing in 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

2) Gareth Wheeler, director Organisation & Planning of RICHEMONT INTERNATIONAL S.A., residing in 8, bd James Fazy, 1201 Geneva, Switzerland;

the latter here represented by M^e Annick Dennewald, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy given, signed by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a corporation which they form between themselves:

Art. 1. Form, name

There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a Corporation in the form of a société anonyme, under the name of CommsCo FINANCE S.A. LUXEMBOURG.

Art. 2. Duration

The Corporation is established for an indefinite duration. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 18 hereof.

Art. 3. Object

The object of the Corporation is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Corporation may also hold interests in partnerships.

The Corporation may borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Registered office

The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City.

The registered office may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital - Shares and share certificates

The authorized capital of the Corporation is set at ten million Euro (EUR 10,000,000.-) comprising ten thousand (10,000) authorized shares without par value.

The subscribed capital of the Corporation is set at six hundred and fifty thousand Euro (EUR 650,000.-) divided into six hundred and fifty (650) shares without par value.

Shares will be in registered form.

The Corporation shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholder.

Transfer of nominative shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. Transfer may also be effected by delivering the certificate representing the share to the Corporation, duly endorsed to the transferee.

The Corporation may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 6. Increase of capital

The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article 18 hereof.

Furthermore the board of directors of the Corporation is authorized and instructed to issue future shares up to the total authorized capital in whole or in part from time to time as it in its discretion may determine, within a period expiring on the fifth anniversary of the publication of the present Articles of Incorporation in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, by deciding the issuance of shares representing such whole or partial increase and accepting subscriptions for such shares from time to time. The board of directors is further authorized and instructed to determine the conditions of any such subscription.

Each time the board of directors shall so act to render effective in whole or in part the increase of capital as authorized by the foregoing provisions, Article 5 of the Articles of Incorporation shall be amended so as to reflect the result of such action and that the board of directors shall take or authorize any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment in accordance with law.

Art. 7. Meetings of shareholders - General

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax or telegram or telex.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 8. Annual general meeting of shareholders

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the first Tuesday of the month of September in each year at 10.30 a.m. and for the first time in two thousand and two.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. Board of directors

The Corporation shall be managed by a board of directors composed of three members at least who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting for a period of maximum six years and shall hold office until their successors are elected.

A director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 10. Procedures of meeting of the board

The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint a chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax or telegram or telex another director as his proxy. Votes may also be cast in writing or by fax or telegram or telex or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

A director may attend at and be considered as being present at a meeting of the board of directors by means of a telephone conference or other telecommunications equipment by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other.

The directors, acting unanimously by a circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing or by telex, cable, telegram or facsimile transmission confirmed in writing which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Art. 11. Minutes of meetings of the board

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two directors.

Art. 12. Powers of the board

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and the representation of the Corporation for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of shareholders, to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Binding signatures

The Corporation will be bound by the individual signature of any director of the Corporation or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

Art. 14. Statutory Auditor

The operations of the Corporation shall be supervised by a statutory auditor who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders.

The first statutory auditor shall be elected by the general meeting of shareholders immediately following the formation of the Corporation and shall remain in office until the next annual general meeting of shareholders.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 15. Accounting year

The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of the month of April of each year and shall terminate on the last day of the month of March of the following year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Corporation and shall terminate on the last day of the month of March 2002.

Art. 16. Appropriation of profits

From the annual net profits of the Corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Corporation.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by law, upon decision of the board of directors.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Corporation.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Corporation on behalf of holders of shares.

Art. 17. Dissolution and liquidation

In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. Amendment of Articles

These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 19. Governing law

All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies as amended.

Subscriptions - Payment

The shares have been subscribed as follows:

Subscriber	Number of shares	Payment
1. CommsCo HOLDING S.A.	649	
EUR		649,000.-
2. Gareth Wheeler	1	
EUR		1,000.-
Total:	650	
EUR		650,000.-

All the shares have been paid up to the extent of one hundred (100) per cent, so that the amount of six hundred and fifty thousand Euro (EUR 650,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Valuation

For the purpose of registration the capital is valued at LUF 26,220,935.-.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately Luxembourg francs three hundred and fifty thousand Luxembourg francs.

Statements

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26 of the law of tenth August, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Extraordinary General Meeting

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending with the next annual general meeting:

- Frank Vivier, chief executive officer of COMMSCO PTY LTD, residing in Venezia, Carpe Diem Office Park, Quantum Road, Techno Park, 7600 Stellenbosch, South Africa;

- Gareth Wheeler, director Organisation & Planning of RICHEMONT INTERNATIONAL S.A., residing in Switzerland, 8bd James Fazy, 1201 Geneva;
- Stuart Gast, finance director of COMMSCO PTY LTD, residing in Venezia, Carpe Diem Office Park, Quantum Road, Techno Park, 7600 Stellenbosch, South Africa;
- Jan Durand, finance director of VENFIN LTD, residing in SM House, 8, Quantum Road, Techno Park, 7599 Stellenbosch, South Africa;
- Alan Grieve, company secretary of COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT S.A., residing in Rigistrasse 2, 6300 Zug, Switzerland;
- Kurt Nauer, EA, residing in 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Second resolution

Has been appointed statutory auditor:
PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

Third resolution

The registered office is fixed at 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergencies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille un, le seizième jour du mois d'octobre.
Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) CommsCo HOLDING S.A. LUXEMBOURG, valablement enregistrée et régie par la loi de Luxembourg, avec siège social au 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, ici représentée conformément à ses statuts par un de ses administrateurs, Monsieur Kurt Nauer, BA, demeurant 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

2) Gareth Wheeler, administrateur de RICHEMONT INTERNATIONAL S.A., chargé de l'organisation et de planification, résidant au 8, boulevard James Fazy, 1201 Genève, Suisse.

Ce dernier ici représenté par M^e Annick Dennewald, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée.

La procuration prémentionnée, signée par toutes les parties comparantes et le notaire soussigné, restera annexée à ce document pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Les parties comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, ont demandé au notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société qu'elles forment entre elles:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination

Il existe, entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société en forme de société anonyme sous la dénomination de CommsCo FINANCE S.A. LUXEMBOURG.

Art. 2. Durée

La Société est établie pour une période illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 18 ci-après.

Art. 3. Objet

La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères ou d'autres personnes morales commerciales, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, titres d'emprunt, bons de caisse et d'autres valeurs mobilières en tout genre, ainsi que la propriété, l'administration et le développement de son portefeuille. La Société ne devra avoir de façon directe, aucune activité industrielle ou mettre à la disposition du public un établissement commercial. La Société peut cependant participer dans l'établissement ou le développement de toute entreprise commerciale ou industrielle, et pourra rendre aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation significative une assistance que ce soit par prêts, garantie ou de toute autre façon.

La Société pourra emprunter sous toute forme et émettre des obligations ou autres titres d'emprunts.

D'une manière générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération qu'elle juge utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Siège social

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Le siège social peut être transféré à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger

jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 5. Capital - Actions et certificats

Le capital autorisé de la Société est fixé à six cent cinquante mille euros (650.000,- EUR) à diviser en six cent cinquante (650) actions autorisées sans valeur nominale.

Le capital souscrit de la Société est fixé à six cent cinquante mille euros (650.000,- EUR) représenté par six cent cinquante (650) actions sans valeur nominale.

Les actions sont émises sous forme nominative.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme le véritable titulaire de ces actions.

Des certificats confirmant ces inscriptions seront remis aux actionnaires. Le transfert d'actions nominatives se fera par une déclaration de transfert écrite portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis. Le transfert peut également être effectué par délivrance du certificat d'action à la Société dûment endossé au profit du cessionnaire.

Dans les limites prévues par la loi, la Société peut racheter ses propres actions.

Art. 6. Augmentation du capital

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modifications de statuts, conformément à l'article 18 ci-après.

D'autre part, le conseil d'administration est en droit et chargé d'émettre à son gré des actions futures à concurrence de l'intégralité du capital autorisé, en une fois ou en tranches périodiques, endéans une période expirant le cinquième anniversaire de la publication des présents statuts au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations des présents statuts, ceci par décision d'émettre des actions représentant la totalité ou une partie de l'augmentation du capital et par acceptation au fur et à mesure des souscriptions pour ces actions. Le conseil d'administration est, en outre, autorisé et chargé de déterminer les conditions de pareilles souscriptions.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée par le conseil d'administration dans le cadre de l'autorisation précitée, l'article 5 des statuts sera modifié de manière à correspondre à cette augmentation; le conseil d'administration prendra ou autorisera toutes mesures nécessaires afin d'obtenir la constatation et la publication de cette modification conformément à la loi.

Art. 7. Assemblées des actionnaires - Généralités

Toute assemblée régulièrement constituée des actionnaires de la Société représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la Société.

Les quorum et le délai de convocations prévus par la loi régiront la convocation aux assemblées des actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sous réserve de dispositions contraires des présents statuts.

Chaque action a droit à une voix. Tout actionnaire pourra agir à toute assemblée des actionnaires en déléguant une autre personne comme son représentant par écrit, télécopie, télégramme ou télex.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises aux assemblées des actionnaires dûment convoquées seront adoptées à la majorité simple des présents et votants.

Le conseil d'administration pourra fixer toute autre condition que doivent remplir les actionnaires pour participer à une assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalables.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des actionnaires

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier mardi du mois de septembre de chaque année à dix heures et demie et pour la première fois en deux mille deux.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Conseil d'administration

La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins; les membres du conseil d'administration n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale lors de l'assemblée annuelle pour un maximum de six ans et seront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Tout un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 10. Procédures des réunions du conseil

Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un vice-président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du conseil d'administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un président pro tempore pour ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex un autre administrateur comme son représentant. Des votes peuvent également être émis par écrit, par télécopie, télégramme ou télex, ou par téléphone pourvu que dans ce dernier cas ce vote soit confirmé par écrit.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si au moins la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société (autrement qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur ou fondé de pouvoir ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera, ni ne prendra part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur à la prochaine assemblée des actionnaires.

Un administrateur peut assister à et être considéré comme étant présent à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par un autre équipement de télécommunication permettant à toutes les personnes participantes à la réunion d'entendre et de parler aux autres personnes.

Les administrateurs agissant à l'unanimité par résolution circulaire, peuvent exprimer leur accord en un ou plusieurs instruments par écrit, télex, télégramme ou par télécopie, confirmés par écrit, qui ensemble constituent le procès-verbal de la prise de cette décision.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou en son absence par le président pro tempore qui aura assumé la présidence lors de cette réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs du conseil

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires, avec l'accord préalable de l'assemblée générale des actionnaires, à chacun des membres du conseil d'administration qui peuvent constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le conseil d'administration. Il peut également déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, nommer et révoquer tous directeurs et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Signatures autorisées

La Société sera engagée par la signature individuelle d'un administrateur quelconque de la Société ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toute autre personne à qui des pouvoirs auront été spécialement délégués par le conseil d'administration.

Art. 14. Commissaire

Les opérations de la Société sont surveillées par un commissaire aux comptes qui n'a pas besoin d'être actionnaire. Le commissaire aux comptes est élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires.

Le premier commissaire aux comptes est élu par l'assemblée générale qui suit immédiatement la constitution de la Société et restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires.

Le commissaire aux comptes en place peut être révoqué par les actionnaires à tout moment avec ou sans motif.

Art. 15. Exercice social

L'exercice social de la Société commencera le premier jour du mois d'avril de chaque année et se terminera le dernier jour du mois de mars de l'année suivante.

Toutefois le premier exercice commencera à la date de la constitution et prendra fin le dernier jour du mois de mars 2002.

Art. 16. Affectation des bénéfices

Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration, décider en temps opportun du versement de dividendes.

Des acomptes sur dividendes pourront être distribués dans les conditions prévues par la loi sur décision du conseil d'administration.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par le conseil d'administration en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour traduire les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé sur une action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamée par le propriétaire d'une telle action, sera perdu et retournera à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

Art. 17. Dissolution et liquidation

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Modification des statuts

Les présents statuts pourront être modifiés au fur et à mesure par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par les lois luxembourgeoises.

Art. 19. Loi applicable

Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives.

Souscription - Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions	Libération
1. CommsCo HOLDING S.A.	649	
EUR		649,000.-
2. Gareth Wheeler	1	
EUR		1,000.-
Total:	650	
EUR		650,000.-

Ces actions ont toutes été entièrement libérées à cent pour cent (100%) en espèces, de sorte que la somme de six cent cinquante mille euros (650.000,- EUR) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement le capital est évalué à LUF 26.220.935,-.

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société à la suite de sa constitution sont estimés approximativement à trois cent cinquante mille francs luxembourgeois.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

Assemblée Extraordinaire des actionnaires

Les personnes prémentionnées, représentant l'entière du capital souscrit et se considérant comme ayant reçu une convocation régulière ont immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire.

Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, elle a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle:

- Frank Vivier, administrateur-délégué de COMMSCO PTY LTD, résidant à Venise, Carpe Diem Office Park Quantum Road, Techno Park, 7600 Stellenbosch, Afrique du Sud;
- Gareth Wheeler, administrateur de RICHEMONT INTERNATIONAL S.A., chargé de l'organisation et de la planification, résidant en Suisse, 8 bd James Fazy, 1201 Genève, Suisse;
- Stuart Gast, directeur financier de COMMSCO PTY LTD, résidant à Venise, Carpe Diem Office Park Quantum Road, Techno Park, 7600 Stellenbosch, Afrique du Sud;

- Jan Durand, directeur financier de VENFIN LTD, résidant à SM House, 8, Quantum Road, Techno Park, 7599 Stellenbosch, Afrique du Sud;
- Alan Grieve, secrétaire de COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT S.A., résidant à la Righistrasse 2, 6300 Zug, Suisse;
- Kurt Nauer, diplômé en sciences économiques, résidant au 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Deuxième résolution

A été nommée commissaire:

PricewaterhouseCoopers Luxembourg, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

Troisième résolution

Le siège social est fixé au 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état civil et demeures les comparants ont tous signé avec le notaire instrumentant la présente minute.

Signé: A. Dennewald, K. Nauer, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2001, vol. 10CS, fol. 26, case 5. – Reçu 262.209 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2001.

J. Elvinger.

(69938/211/490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

COMPAGE GRUPPO MEDIOBANCA SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 65.834.

Extract of the minutes of the Ordinary General Meeting of shareholders held at the registered office on Thursday

October 18, 2001 at 2.00 p.m.

Resolution 5

The meeting decides, subject to the agreement by the Luxembourg authorities, to appoint Mrs Carla Giannone and Mr Ignazio Basile, in remplacement of Mr Paolo Ponzanelli and Mr Walter Bonucci, as Directors for a term of one year to end at the next Annual General Meeting in 2002.

The Meeting resolves to re-elect the following Directors:

- Mr Enrico Alberti;

- Mr saverico Vinci;

- BNP PARIBAS LUXEMBOURG represented by Mr Pierre Corbiau and Mr Christophe Vallée,
for a new term of one year to end at the next Annual General Meeting.

Resolution 6

The meeting resolves to re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, as Auditor of the Fund for a new term of one year to end at the next Annual General Meeting.

Certified copy

BNP PARIBAS LUXEMBOURG

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(69787/009/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

COMPAGE GRUPPO MEDIOBANCA SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 65.834.

Les comptes annuels au 30 juin 2001, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 60, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2001.

BNP PARIBAS LUXEMBOURG

Signatures

(69788/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

FLY FISHING CLUB LUXEMBOURG, Gesellschaft ohne Gewinnzweck.

Gesellschaftssitz: L-3597 Düdelingen, 2, rue Antoine Zinnen.

Vereinsgründung: Am 12. Februar 1996 wurde der am 3. Mai 1994 in Luxemburg Stadt gegründete Fischereiverein «Pêche sportive Police Luxembourg» aufgelöst und in den obenbenannten Fischereiverein umgewandelt.

A. Benennung, Zweck und Sitz des Vereins

Art. 1. Der Verein trägt den Namen FLY FISHING CLUB LUXEMBOURG und ist eine Gesellschaft ohne Gewinnzweck. Der Verein ist der F.L.P.S. angegliedert. Diese Angliederung ist jedoch keine Pflicht.

Art. 2. Vereinssitz ist das Café «an der Griet», 2, rue Antoine Zinnen in L-3597 Düdelingen. Vereinssitz und -lokal können zu jedem Zeitpunkt neu bestimmt und/oder gewechselt werden.

Art. 3. Die Gesellschaft bezweckt

- a) die Wahrnehmung und Förderung der Interessen der Fliegenfischerei;
- b) die Unterrichtung im praktischen und theoretischen Fliegenfischen;
- c) die Durchführung von vereinsinternen Wettkämpfen und Veranstaltungen in direktem Zusammenhang mit der Fliegenfischerei.

B. Erwerb und Verlust der Mitgliedschaft, Jahresbeitrag

Art. 4. Der Verein besteht aus

- a) aktiven Mitgliedern und
- b) aus Ehrenmitgliedern

1. Aktive Mitglieder sind alle Mitglieder, welche den Jahresbeitrag entrichten und aktiv an den Veranstaltungen teilnehmen. Der Höchstjahresbeitrag kann 2.000,- LUF (49,58) nicht übersteigen.

2. Ehrenmitglieder sind Personen, welche durch Zahlung von 500,- LUF jährlich das Gedeihen des Vereins unterstützen.

Art. 5. Um als Mitglied in den Verein aufgenommen zu werden, muss man das siebente Lebensjahr erreicht haben.

Art. 6. Der Verlust der Mitgliedschaft kann erfolgen:

- a) durch schriftliche Erklärung des Mitglieds,
- b) durch Missachtung der bestehenden Statuten, Reglementen und Gesetzen,
- c) bei Nichtzahlung des Beitrages trotz schriftlicher Aufforderung;
- d) durch ehrenrührige Handlungen oder Zuwiderhandlungen gegen die Beschlüsse des Vorstandes oder der Generalversammlung.

Art. 7. Der Verlust der Mitgliedschaft wird durch Vorstandsbeschluss begründet und dem Mitglied schriftlich per Einschreiben mitgeteilt. Das betroffene Mitglied kann jedoch in diesem Falle schriftlich Berufung bei der nächsten Generalversammlung einlegen.

Art. 8. Das ausgeschlossene oder ausgeschiedene Mitglied hat kein Anrecht auf irgendeinen Teil des Vereinsvermögens. Alle eingezahlten Beiträge bleiben volles Eigentum des Vereins, auf welches kein einzelnes Mitglied einen persönlichen Anspruch erheben kann.

Art. 9. Unbeschadet einer kürzeren, durch das Gesetz begründeten Verjährung haftet jedes ausgetretene oder ausgeschiedene Mitglied persönlich während fünf Jahren, von der Veröffentlichung seines Austrittes oder Ausschlusses an, für alle von ihm vor Schluss des Jahres, in welchen sein Abgang veröffentlicht wurde, eingegangenen Verbindungen.

C. Verwaltungsorgane

Art. 10. Der Verein wird durch folgende Organe verwaltet:

- a) der Generalversammlung
- b) dem Vorstand

Art. 11. Die Generalversammlung vertritt sämtliche Mitglieder, sie entscheidet endgültig über alle in gegenwärtigem Statut nicht vorgesehenen Punkte. Alle statutengemäss getroffenen Beschlüsse sind bindend für alle Mitglieder.

Ihre Befugnisse begreifen in der Hauptsache:

- a) Wahl des Vorstandes,
- b) Ernennung der Kassenrevisoren,
- c) Genehmigung der Budgetvorlage, der Bilanz sowie des Gewinn- und des Verlustkontos,
- d) Änderung des Statuts oder Auflösung des Vereins.

Art. 12. Die Generalversammlung wird vom Präsidenten oder seinem Stellvertreter geleitet. Ihre Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Die Generalversammlung ist immer beschlussfähig.

Art. 13. Anträge und Änderungen des Statuts können seitens des Vorstandes sowie auch seitens der Mitglieder eingebracht werden. Diesbezügliche Anträge müssen mindestens vierzehn Tage vor der Generalversammlung dem Vorstand schriftlich eingereicht werden.

Statutenänderungen können nur vorgenommen werden mit einer Mehrheit von 2/3 der anwesenden Mitglieder in einer ordentlichen Generalversammlung. Ist das nicht der Fall wird spätestens binnen 8 Tagen eine ausserordentliche Versammlung einberufen.

Diese Versammlung ist dann beschlussfähig, gleichgültig wieviele aktive Mitglieder anwesend sind, und entscheidet mit einfacher Mehrheit.

Art. 14. Jede Versammlung muss binnen 8 Tage vorher unter Angabe der Tagesordnung schriftlich einberufen werden.

Art. 15. Im ersten Viertel eines jeden Jahres findet die ordentliche Generalversammlung statt, in welcher der Vorstand über die Tätigkeit, den Stand der Geschäfte und eine abgeschlossene Bilanz Rechenschaft ablegt.

Art. 16. Der Vorstand kann jederzeit eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen und ist dazu verpflichtet, wenn 1/5 der Mitglieder dies schriftlich unter Angabe der zu behandelnden Punkte verlangt.

Art. 17. Der Verein wird verwaltet durch einen Vorstand, welcher aus vier bis elf aktiven Mitgliedern besteht.

Art. 18. Die Mitglieder des Vorstandes werden von der Generalversammlung für eine Dauer von zwei Jahren gewählt. Jedes Vorstandsmitglied ist mithin nach zwei Jahren austretend und wiederwählbar.

Der Präsident und der Sekretär sind jeweils in den geraden Jahren wählbar, der Vizepräsident und der Kassierer in den ungeraden Jahren.

Art. 19. Die Vorstandskandidaturen müssen schriftlich vor der Generalversammlung eingereicht werden. Falls nicht genügend schriftliche Kandidaturen vorliegen, kann die Generalversammlung auch noch mündliche Kandidaturen entgegen nehmen. Falls im Laufe des Jahres Mitglieder in den Vorstand kooptiert wurden müssen diese von der nächstfolgenden Generalversammlung bestätigt werden.

Art. 20. Der Präsident ist der Vertreter des Vorstandes und des Vereins. Er beruft im Verein mit dem Sekretär die Vorstandssitzungen ein und setzt nach Rücksprache mit den anderen Vorstandsmitgliedern die Tagesordnung für die Generalversammlung fest. Der Präsident führt in den Vorstandssitzungen und in der Generalversammlung den Vorsitz. Bei allen Abstimmungen gibt bei Stimmengleichheit seine Stimme den Ausschlag.

Art. 21. Über alle Sitzungen ist genauestens Protokoll zu führen. Diese Protokolle benötigen die Unterschrift des Präsidenten und des Sekretärs.

Art. 22. Vorstandsmitglieder, welche an drei aufeinanderfolgenden Sitzungen ohne triftigen Grund abwesend waren, kann auf Vorstandsbeschluss das übertragene Amt entzogen werden. In diesem Falle kann ein Ersatzmitglied zu den Sitzungen hinzu gezogen werden.

Art. 23. Der Verein ist verpflichtet ein Bank oder Postscheckkonto inne zu haben. Der Kassierer ist verantwortlich für die ihm anvertrauten Gelder, und ist gehalten anlässlich der Generalversammlung einen Kassenbericht vorzulegen.

Die Kontrolle der Finanzlage wird durch zwei, anlässlich der Generalversammlung gewählte Kassenrevisoren durchgeführt. Diese Kassenrevisoren werden bei jeder Generalversammlung neu gewählt.

Art. 24. Der Vorstand vertritt den Verein in allen geschäftlichen Angelegenheiten und verwaltet das Vermögen unter Beobachtung der statutarischen sowie gesetzlichen Bestimmungen und fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit.

Art. 25. Die durch den Vorstand statutgemäss abgeschlossenen Verpflichtungen sind für den Verein bindend.

D. Kapitaleinlagen

Art. 26. Das Vereinskapi tal ist seiner Höhe nach unbegrenzt.

E. Rechnungsabschluss und Bilanz

Art. 27. Das Geschäftsjahr beginnt mit dem ersten Januar, es endet am einundreissigsten Dezember. Die vom Vorstand am Schluss des Rechnungsjahres aufzustellende Bilanz, muss den Kassenrevisoren spätestens acht Tage vor der Generalversammlung eines jeden Jahres unterbreitet werden.

F. Auflösung des Vereins

Art. 28. Der Verein kann nicht aufgelöst werden solange ihm vier Mitglieder angehören. Im Falle einer Auflösung des Vereins wird das gesamte Eigentum einer ähnlichen Institution, welche dieselben Ziele verfolgt, oder einer gemeinnützigen Vereinigung überwiesen.

Art. 29. Der Vorstand behält sich das Recht vor, ein vereinsinternes Reglement aufzustellen.

Der Vorstand des FLY FISHING CLUB LUXEMBOURG setzt sich zusammen aus

Präsident: Dr. Jean-Jacques May, 12, route de Luxembourg, L-4833 Rodange

Vize-Präsident: Jean-Marc Klees, 1, rue de la Tuillerie, L-4336 Esch-sur-Alzette

Sekretär: Erni Arendt, 9, rue Auguste Dutreux, L-1899 Kockelscheuer

Kassierer: Gaston Graas, 26, rue J. Wilhelm, L-3883 Schifflange

Beisitzende: Romain Meyrer, 37C, Cité P. Frieden, L-6673 Mertert

Helmut Muller, 13, Felsstrasse, D-66706 Nennig

René Reiners, 18, rue de la Forêt, L-3643 Kayl

Henk Van Ommen, 26, route d'Ellange, L-5617 Mondorf-les-Bains

Kockelscheuer, Februar 2000.

Dr. J.-J. May / E. Arendt

Der Präsident / Der Sekretär

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 décembre 2001, vol. 322, fol. 210, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(00980/000/119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2002.

CHEMIE FASER S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 39.010.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 69, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

(70088/550/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

BRALUX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 31.640.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2001, vol. 559, fol. 69, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

(70090/550/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ALTENBERG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 38.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 62, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

AFFECTATION DU RESULTAT

Résultats reportés	- 51.666.560,- LUF
Perte de l'exercice	- 13.256.255,- LUF
Report à nouveau	- 64.922.815,- LUF

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Signature.

(70120/693/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

ALTENBERG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 38.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 2001, vol. 559, fol. 62, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.

AFFECTATION DU RESULTAT

Résultats reportés	- 64.922.815,- LUF
Perte de l'exercice	- 63.048,- LUF
Report à nouveau	- 64.985.863,- LUF

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2001.

Signature.

(70121/693/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2001.